

Des averses orageuses au nord du pays

La goutte d'eau qui fait déborder la route

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3689 - Ven. 9 - Sam. 10 octobre 2015 - Prix : 10 DA

Chanteur et ancien animateur de la radio Chaîne II

Meziane Rachid n'est plus

Page 24



Changements au DRS et révision constitutionnelle

Les assurances et les explications de la Présidence

Page 3

Leon persiste et signe

Par Mohamed Habili

Tout le mois de septembre s'est passé sans que Bernardino Leon, l'émissaire onusien en charge du dossier libyen, qui a donné le 20 septembre comme date limite pour l'élaboration d'un accord entre les factions libyennes, faute de quoi il jetterait l'éponge, fasse trop parler de lui. On a appris ces dernières heures que non seulement il reste sur la brèche, mais qu'il avance dans l'accomplissement de sa tâche, comme en atteste l'annonce faite par lui de la formation d'un gouvernement d'union nationale, qu'il fait présider par Fayaz el Sarraj, auquel il adjoint trois vice-premiers ministres. Comme son nom l'indique, un gouvernement d'union nationale est censé être un gouvernement consensuel, sinon pour chacun de ses membres du moins pour ceux qui en constituent la colonne vertébrale. Il ne semble pas que ce soit le cas en l'occurrence, puisque dès son annonce ce gouvernement est contesté dans son ensemble par le Parlement de Tripoli, le Congrès national général, le camp même qui fait pièce à celui de Tobrouk. Une partie essentielle du conflit qui ne s'y reconnaît d'aucune façon, c'est déjà un sérieux handicap pour un gouvernement qui ne doit pas seulement expédier les affaires courantes mais restituer son unité à un pays éclaté, mission difficile s'il en est. Mais ce n'est pas tout, le camp adverse, celui de Tobrouk trouve lui-même à y redire, en récusant trois des ministres sur des motifs réhibitoires. *Suite en page 3*

Affirmant que «les conditions de succès sont en place»

Haddad appelle les compagnies britanniques «à ne pas être timides»



PH: D. R.

Toujours animé par la volonté de mettre en place une assise industrielle encore plus consistante, se délestant petit à petit de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et s'ouvrant à un partenariat fonctionnant sous le sceau du gagnant-gagnant, Ali Haddad, à la tête d'une délégation de 40 patrons, a appelé à Londres les sociétés britanniques à investir davantage, à lancer des affaires avec l'Algérie et à se débarrasser de leur «timidité». [Lire page 2](#)

Réflexion sur la formation des enseignants

Benghebrit annonce le retour des ITE

Page 5



Journée d'étude aujourd'hui à Tizi Ouzou

L'œuvre de Saïd Boulifa revisitée

Page 13

Affirmant que «les conditions de succès sont en place»

Haddad appelle les compagnies britanniques «à ne pas être timides»

■ Toujours animé par la volonté de mettre en place une assise industrielle encore plus consistante, se délestant petit à petit de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et s'ouvrant à un partenariat fonctionnant sous le sceau du gagnant-gagnant, Ali Haddad, à la tête d'une délégation de 40 patrons, a appelé à Londres les sociétés britanniques à investir davantage, à lancer des affaires avec l'Algérie et à se débarrasser de leur «timidité».

Par Naima M.

Lors de la séance d'ouverture d'une conférence du Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC) et du Forum des chefs d'entreprise, tenue jeudi à Londres avec comme thème central «Le partenariat avec l'Algérie», le président du FCE, Ali Haddad, a déclaré que la délégation qu'il conduisait «ne ramène pas seulement le soleil d'Algérie, mais aussi les clés du partenariat et des affaires», appelant les compagnies britanniques «à ne pas être timides quand il s'agit de s'engager en Algérie» car «la transition économique de notre pays est en marche et les conditions de succès sont en place». Il a rappelé, à ce propos, les formules du ministre d'Etat, ministre de Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, sur l'Algérie «exportatrice nette de stabilité» et du ministre de l'Industrie et des Mines,

Abdesselam Bouchouareb, sur «le partenariat gagnant-gagnant», soulignant «le grand mérite du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a ramené la paix grâce à sa clairvoyance et sa stratégie». Pour sa part, le Conseil d'affaires algéro-britannique, lors de la même rencontre, a qualifié l'Algérie de «destination naturelle» pour l'investissement à l'occasion.

Une quarantaine de patrons d'entreprises algériennes du secteur privé, conduite par le président du FCE, Ali Haddad, a effec-



PH/DR

de réforme du système fiscal et de lutte contre l'économie informelle. Pour le diplomate algérien, l'accord de non double imposition signé récemment entre les deux pays contribuera davantage à approfondir les rapports bilatéraux.

Cameron s'intéresse «personnellement» aux relations avec l'Algérie

Lui succédant à la tribune, l'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger, Andrew Noble, a encouragé les opérateurs économiques britanniques à se rendre en Algérie «avec un esprit ouvert» et à tenter de tirer profit des grandes opportunités qui s'y offrent dans les différents secteurs de l'activité.

M. Noble a attiré l'attention des patrons britanniques sur le fait qu'Alger est «la plus proche ville en dehors de l'Europe». Le représentant du Premier ministre pour le partenariat avec l'Algérie, Lord Risby, a, quant à lui, tenu à souligner l'importance que David Cameron accorde «personnellement» à la promotion des relations bilatérales. Aux investisseurs britanniques potentiels, Lord Risby a promis de trouver un marché à succès pour ceux qui savent s'«armer de patience» et «faire preuve de persévérance». Il a rappelé également que les deux gouvernements partagent la même position sur de nombreuses questions, notamment la sécurité. De son côté, Ayman Asfari, ambassadeur britannique au niveau de l'Agence

tué le déplacement pour prendre part à cette rencontre qui s'est fixée pour objectif de mettre en contact ces opérateurs économiques avec leurs homologues britanniques. Expliquant la motivation derrière cette initiative, l'ABBC souligne que l'Algérie est un pays «politiquement stable avec un taux de croissance régulier de 4%». Le Conseil d'affaires met également en valeur le fait que l'Algérie, «le plus riche pays d'Afrique du Nord», cherche à diversifier son économie afin de s'éloigner de la dépendance vis-à-vis du secteur des hydrocarbures qui vit une période de crise.

Intervenant à l'ouverture de la conférence, les ambassadeurs d'Algérie à Londres, Amar Abba, et du Royaume-Uni à Alger,

Andrew Noble, le représentant du Premier ministre pour le partenariat avec l'Algérie, Lord Risby, ainsi que le président du FCE, Ali Haddad, se sont tous félicités de la qualité des relations entre les deux pays et des perspectives prometteuses qu'elles augurent pour le développement des liens économiques. L'ambassadeur d'Algérie a, d'abord, exprimé sa satisfaction quant au rapprochement entre les communautés d'affaires des deux pays, avant de souligner l'importance du thème de cette conférence au moment où le gouvernement algérien engage l'économie sur la voie d'une plus grande diversité et sur la base de nouvelles orientations, notamment en matière de rationalisation des dépenses publiques,

Des averses orageuses au nord du pays

La goutte d'eau qui fait déborder la route

Des importantes averses se sont abattues deux jours durant sur plusieurs villes du nord du pays. Des routes ont été bloquées et des embouteillages se sont formés. Un fait qui s'est «normalisé» depuis plusieurs années sans un plan clair à même d'y mettre fin.

Le ciel de la capitale a brusquement viré au gris, ce qui a déclenché des pluies diluviennes. Des averses importantes se sont abattues durant les deux dernières journées sur la capitale et plusieurs wilayas du nord du pays. Ces dernières ont provoqué une montée, parfois importante, des eaux pluviales. Un constat qui revient à chaque début de saison des pluies, témoignant ainsi d'un système d'évacuation défaillant qu'il faut remettre en cause.

Un temps déjà prévu par un bulletin météorologique spécial (BMS) annonçant

des averses importantes sur plusieurs wilayas du nord du pays. Une situation qui n'est pas passée inaperçue, car elle n'a pas été sans conséquences néfastes sur la circulation routière avec plusieurs bouchons formés devant de grosses flaques d'eau et des avaloirs quasiment inondés. Toujours selon le même communiqué, les cumuls estimés seront de l'ordre de 20 mm en général durant la validité de ce BMS, mais pourront atteindre ou dépasser les 40 mm localement. Et concernant les wilayas de l'est (Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Sétif, Bordj Bou-Arréridj, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Batna, Oum El-Bouaghi, Tébessa, Khenchela et Biskra), le BMS demeure en cours jusqu'à samedi 9h et les cumuls pourront atteindre ou dépasser localement 60 mm avec rafales de vent sous orages.



PH/DR

Cette situation anormale qui suscite l'intérêt du fait de toujours assister à des déluges après seulement quelques gouttes de pluie, n'est pas nouvelle pour l'Algérie. «Les égouts bouchés, les regards d'assainissement bétonnés ou goudronnés ou même supprimés... sont les causes qui font d'Alger une Venise durant les pluies», c'est ainsi qu'Amine a commenté cette situation.

Le système d'évacuation des eaux pluviales souffre notamment du manque d'entretien. A ce sujet, dernièrement nous avons été témoin d'une large opération de nettoyage de ces regards d'assainissement par des agents déployés par les mairies dans le but de les préparer à la saison

des pluies. L'objectif tracé de cette campagne n'a pas été atteint pour la simple raison que nous continuons toujours de vivre les mêmes scènes après des chutes de pluie.

Il est à rappeler que récemment l'Algérie a connu une série d'inondations, dont les plus importantes ont eu lieu à Constantine, à l'est du pays. Un cas qui vient remettre en question l'état de notre réseau de canaux d'assainissement sur tout le territoire national, et si nous sommes capables d'affronter le pire, sachant que des rafales durant seulement quelques heures ont sinistré la ville de Nice, au sud de la France, causant la mort d'une vingtaine de personnes.

Mohamed Makhout

Intempéries

Des routes coupées à la circulation dans trois wilayas

PLUSIEURS axes routiers sont coupés à la circulation dans les wilayas de Djelfa, Tiemcen et Naâma, suite aux fortes chutes de pluie enregistrées ces dernières 24 heures, selon un point de situation rendu public vendredi par les services de la Gendarmerie nationale. Ainsi, dans la wilaya de Djelfa, le chemin de wilaya (CW) 78 reliant Messaad à Laghouat, est coupé à la circulation suite au débordement de Oued Bouadrine. A Tiemcen, la route nationale (RN) 99 reliant Ghazaouet à El-Aricha est bloquée à la circulation suite au débordement de Oued Hassi Zarouki, de même que le CW 103 reliant El-Gor à Ras-El-Ma (Sidi Bel-Abbès) qui demeure bloqué au niveau du point kilométrique (PK) 500+64 dans la commune d'El-Gor, suite à l'inondation de la chaussée. Dans la wilaya de Naâma, la RN 22 reliant Naâma à Tiemcen est bloquée à la circulation au niveau de la zone Sidi Belkacem, dans la commune de Kasdir, en raison du débordement de Oued Bouras.

APS

Changements au DRS et révision constitutionnelle

Les assurances et les explications de la Présidence

■ La présidence de la République vient d'expliquer les changements opérés par le Président Bouteflika au sein de l'institution militaire, notamment le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) par une adaptation aux mutations politiques et sécuritaires et tout un processus de réformes.



Par Nacera Chennafi

Les différents changements opérés par le chef de l'État au sein de l'institution militaire, dont le dernier est le départ à la retraite du chef du DRS, Mohamed Mediène dit général Toufik, et son remplacement par le général Tartag, ont été l'objet de plusieurs interprétations et analyses sur les colonnes des journaux et les plateaux de télévision. A ce propos, certains ont parlé de conflits entre clans, alors que d'autres voyaient dans ces changements un processus nécessaire et normal. C'est à travers un communiqué rendu

public ce jeudi que la présidence de la République explique que ces changements et ces réorganisations au niveau du DRS «portent sur une architecture en place depuis un quart de siècle déjà, et ont pour objectifs de renforcer la capacité et l'efficacité des services de renseignement du pays, et de les adapter aussi aux mutations politiques nationales», lit-on dans le communiqué. La Présidence ajoute que c'est dans le contexte d'un «large mouvement» de réformes sécuritaires et politiques, mis en route en 2011, avec la levée de l'état d'urgence et la mise en chantier de plusieurs lois à portée politique, ajoutant que ce processus

sera couronné prochainement par un projet de révision constitutionnelle. La présidence de la République précise, en outre, que ces réformes ont également concerné, «chaque fois que nécessaire», les institutions chargées de la préservation de la sécurité, à l'image des réorganisations entamées et des changements réalisés au niveau du DRS, «lequel a concouru avec abnégation à la sauvegarde de l'Etat, assume des missions d'intérêt national majeur et recèle des ressources humaines aux compétences avérées». Ainsi, on peut dire que la Présidence rassure sur le maintien de processus de la révision du texte fonda-

mental de la République alors que des doutes s'installent sur l'aboutissement de cette réforme annoncée dans le discours télévisé adressé à la nation de 15 avril 2011 par le Président Bouteflika. La révision constitutionnelle a fait l'objet de plusieurs consultations, dont celles menées par Ahmed Ouyahia, directeur de cabinet de la Présidence en 2014. Il est vrai qu'une grande partie de l'opposition n'a pas participé à ces consultations alors que le chef de l'État voulait une révision consensuelle. Apparemment, il n'est plus question d'attendre l'opposition puisque cette réforme tarde à se concrétiser même si dans le contexte actuel la situation économique et les défis sécuritaires relèvent plus de l'urgence, selon plusieurs observateurs. Dans son message à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le président avait annoncé que ce texte est en ultime finalisation sans donner un délai fixe pour son aboutissement. Dans un entretien rendu public hier par TSA, amar Saadani, qui avait refusé dimanche dernier de commenter la mise à la retraite de général Toufik, a annoncé une restructuration globale du DRS et que l'année 2016 sera entamée avec la nouvelle Constitution. Selon lui, l'Algérie avait des institutions transitoires, il fallait mettre un terme à cette situation.

N. C.

Benyoune à l'université d'été du MPA à Tichy

«J'ai adopté des mesures pour protéger la production nationale»

Intervenant à l'ouverture des travaux de l'université d'été de son parti, tenue hier à l'hôtel Raya à Tichy dans la wilaya de Béjaïa, le chef de file du mouvement populaire algérien et ex-ministre du Commerce, Amara Benyoune, limogé du gouvernement le 23 juillet dernier, a réitéré hier son soutien «sans conditions» au président de la République. «Nous l'avions soutenu avant notre entrée au gouvernement, pendant et nous le soutiendrons après !», a-t-il tranché, mettant fin au suspense qui a duré plus de deux mois. Il est allé très loin à ce sujet, apportant un démenti au rapprochement fait par certains à son départ avec un conflit qu'il aurait eu avec Saïd Bouteflika, frère du président de la République. «Je n'ai aucun problème avec Saïd Bouteflika qui ne s'est jamais immiscé dans mon travail et ni même avec le président de la République», lance-t-il pour couper court aux supputations qui ont couru des semaines durant. Minimisant son départ, il dira que c'est est logique du moment : «Mon départ s'est fait comme mon arrivée, comme cela se fait dans tous les pays». Le SG du MPA a indiqué également que son parti participera aux sénatoriales de décembre prochain, tout comme il soutiendra la révision de

la Constitution qui interviendra, selon lui, au mois de décembre prochain. L'ex-ministre du Commerce s'est prononcé pour la réactivation de l'alliance présidentielle, revenant sur les propositions d'Ouyahia (RND) et de Saadani (FLN), qui pour lui n'ont aucune différence «sauf la volonté du FLN de l'élargir à la société civile». Pour lui, «tout le monde est d'accord à ce sujet et il reste seulement à trouver un cadre adéquat pour l'organiser». Il a ensuite défendu son bilan à la tête du département du Commerce avec beaucoup de détails dont des chiffres, affirmant avoir «exécuté les missions» que le président de la République lui a confiées. Au sujet des licences d'importation, il dira : «J'ai pris cette décision pour protéger l'économie nationale». Il a affirmé que son projet «visait à exclure les étrangers du système de licences», s'interrogeant par la suite «pourquoi les Algériens n'ont pas le droit de créer un registre du commerce dans certains pays étrangers et les ressortissants de ces pays ont le droit de vendre et d'acheter en Algérie et de faire des fortunes». Il explique encore : «Nous sommes arrivés à sept milliards de dollars d'importation de véhicules. En 2014, nous avons importé 437 000 voitures dont

130 000 n'ont pas été vendues». Pour le ciment, il soutient que l'Algérie «produit 18 millions de tonnes mais consomme 22 millions de tonnes». «Nous avons besoin d'importer quatre à cinq millions de tonnes mais nous importons dix millions, cela se fait au détriment de la production nationale», fait-il observer. Citant la période du mois de ramadhan passé, il dira : «Nous n'avons jamais vécu un mois de ramadhan aussi clémente sur le plan des prix», remerciant au passage le patron de l'Union générale des travailleurs Algériens (UGTA) Abdelmadjid Sidi Saïd. Revenant sur toutes les mesures qu'ils avaient prises, il dira qu'il «n'en est pas seul responsable», soulignant que toute la polémique provoquée «était une affaire d'argent», puisque, relate-t-il, «j'ai voulu réguler le marché». D'ailleurs, il revient sur la polémique sur l'alcool, indiquant que «les Algériens consomment 200 millions de litres d'alcool par an et le chiffre d'affaires de ces ventes est de 2 milliards de dollars». C'est dire, en fait, que le marché de l'alcool est très juteux. L'ex-ministre a plaidé aussi pour l'entrée de l'Algérie à l'OMC.

Hocine Cherfa

LA QUESTION DU JOUR

Leon persiste et signe

Suite de la page une

Encore ne s'agit-il jusque-là que de deux des factions que compte la Libye telle qu'elle se présente aujourd'hui. D'autres contestations pourraient s'exprimer dans les prochains jours, venant d'autres parties prenantes au conflit. Gageons que ce n'est pas cela qui fera dévier Bernardino Leon de sa trajectoire, qui à la même occasion où il faisait connaître la formation du gouvernement d'union nationale signalait que la communauté internationale n'accepterait aucun changement à l'accord auquel ses efforts et des mois de négociation ont fini par aboutir. En fait, il avait le choix entre abandonner la partie ou imposer une solution à la crise quand bien même elle ne serait pas consensuelle. D'évidence, les Libyens n'ont pas la culture du compromis de leurs voisins les Tunisiens. Ce n'est pas à eux que l'on penserait pour le prix Nobel de la paix. Il faut dire aussi que le cas de la Libye est particulier. D'une part, c'est le Conseil de sécurité qui est responsable de la situation dans laquelle elle se trouve en autorisant l'emploi de la force contre le régime de Kaddafi. De l'autre, il n'existe pas de force capable de réunifier le pays sous son hégémonie. Enfin ce pays est encore sous tutelle des Nations unies, et plus exactement sous le coup du chapitre VII de sa Charte. C'est l'ensemble de ces éléments qui permettent à l'émissaire onusien d'imposer, ou du moins d'essayer d'imposer son point de vue dans une sorte de marche forcée à la paix. Cette possibilité n'était jusque-là qu'une hypothèse de travail, privilégiée par des commentateurs plutôt que par d'autres, mais qui à la fin s'avère la bonne. Pour autant, cela n'implique pas qu'en l'espèce l'ONU décide et que les Libyens obtiennent à leur corps défendant, en contradiction avec le fait que les pourparlers se soient déroulés entre eux, Bernardino Leon n'y prenant part en dernière analyse qu'à titre d'intermédiaire, et de facilitateur. Un minimum de consensus entre eux est quand même requis, qui pourrait résulter de l'expérience passée, c'est-à-dire de la certitude acquise qu'aucune faction n'est en mesure de l'emporter militairement dans l'immédiat.

M. H.

Artisanat Tagabou lance une formation en conception de bijoux en 3D

LA MINISTRE déléguée auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'artisanat, Aïcha Tagabou, a lancé jeudi après-midi à Oued Taga, la première formation en Algérie aux techniques de conception du bijou en 3D. L'initiative qui bénéficie à 20 stagiaires, encadrés par un expert, permettra de promouvoir l'exercice de la bijouterie au-delà de la pratique traditionnelle afin de répondre aux exigences du marché d'aujourd'hui, a souligné M^{me} Tagabou.

La ministre déléguée a suivi les explications présentées à cette occasion par l'expert Mohamed Medjani qui a indiqué que la conception en 3D introduira sur le bijou traditionnel algérien une «nouvelle esthétique qui renforcera sa compétitivité». M^{me} Tagabou a insisté, de son côté, sur le caractère «impératif» du renouveau et de l'évolution de cette activité qui restera, a-t-elle souligné, tributaire de la formation continue.

«Le partenariat avec certains pays, dont l'Espagne, dans le domaine de la poterie, de la Chine pour la broderie et la vitrerie d'art, du Brésil en matière de taille de pierres précieuses, et de l'Union européenne dans la conception des bijoux a pour finalité d'initier les artisans algériens à des compétences nouvelles qui développeront l'artisanat traditionnel national», a-t-elle souligné.

Le secteur de l'artisanat qui emploie 800 000 travailleurs est «important» et «contribue au développement du pays en participant à la lutte contre le chômage et en créant de la richesse», a indiqué M^{me} Tagabou qui avait auparavant visité une exposition de bijouterie traditionnelle à la salle Assihar de la ville de Batna où elle s'est enquis des préoccupations des artisans.

La ministre a suivi, à l'occasion, les explications présentées par la coordinatrice nationale du programme des clusters, chapeauté par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONU/DI), Rebeka Hill, autour du projet d'accompagnement à la création d'un pôle industriel de la bijouterie dans cette wilaya qui compte 1 300 artisans bijoutiers.

Slim O.

—Le nouveau commandant du groupement de gendarmerie de Tizi Ouzou dévoile son plan d'action—

«Nous allons éradiquer les débits de boissons clandestins»

■ La lutte contre les débits de boissons alcoolisées clandestines est l'une des priorités dans le plan d'action du nouveau commandant du groupement de la Gendarmerie nationale à Tizi Ouzou, le lieutenant colonel Idir Mahmoudia car ils constituent l'une des sources de la criminalité.

Par Hamid Messir

Animant sa première conférence de presse depuis son installation, il y a quelques jours, Idir Mahmoudia a précisé que le corps qu'il dirige est déterminé à venir à bout de ce phénomène qui a proliféré ces dernières années dans la région jusqu'à constituer même une menace pour l'environnement en raison de la multiplication des dépotoirs des emballages des boissons alcoolisées. Il a souligné que tous les bars clandestins seront éradiqués et les gendarmes ne vont ménager aucun effort pour débarrasser la wilaya de ces lieux de criminalité sous toutes ses formes dont même les mineurs n'y échappent pas puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à les fréquenter, voire même à être impliqués dans leur gestion. Les propriétaires de ces lieux sont ainsi avertis de ce qui les attend s'ils persistent encore à exercer cette activité dans la clandestinité. Et les premières descentes contre ces milieux ont déjà commencé, selon le conférencier qui a exprimé son étonnement du fait de la proportion qu'a pris ce fléau en citant la toute dernière opération menée le 4 octobre dernier contre un bar restaurant clandestin abrité par une bâtisse érigée sur la rive de l'oued Sebaou à hauteur du lieu dit Taouint Lekhrif dans la commune de Tizi Rached (15 km à l'est de la wilaya de Tizi Ouzou). La descente des gendarmes s'est soldée par l'interpellation de 11 personnes dont 5 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt en plus de la démolition de la construction aménagée en un bar restaurant pour accueillir jusqu'à 120



PH/D. R.

personnes et des chambres. C'était au 3^e jour de son début d'activité. Alors que deux jours plus tard, un autre bar clandestin toujours à l'oued Sebaou à hauteur de la commune de Tadmait a été perquisitionné puis détruit en plus de la saisie d'importantes quantités d'alcool. Abordant la couverture sécuritaire de la wilaya par le corps de la gendarmerie, Idir Mahmoudia a relevé le faible taux de couverture qui est de 38% appelé à progresser par la réception de nouvelles structures dont une brigade de Ifigha (40 km à l'est de la wilaya de Tizi Ouzou) durant le

mois de novembre prochain en plus de 5 autres d'ici le début de l'année 2016. Dans le même sillage, le commandant du groupement de Tizi Ouzou a tenu à souligner la principale contrainte à laquelle est confronté le redéploiement de la gendarmerie, à savoir le retard dans les chantiers de la quinzaine de projets lancés, fait des entreprises réalisatrices. A la question du journal «Le Jour d'Algérie» sur l'opération de restitution des fusils de chasse, le lieutenant colonel Idir Mahmoudia a révélé que 2 300 fusils de chasse sur 4 000 à 4 500 saisis durant la décennie

noire, ont été remis à leurs propriétaires alors que 500 autres sont en cours d'être restitués. Il n'a pas manqué de soutenir que l'opération en question sera achevée totalement dans les prochains mois. Il est à noter qu'à l'occasion de cette conférence de presse, le premier responsable du corps de la gendarmerie à Tizi Ouzou a présenté le bilan des activités des différents services du groupement territorial durant les neuf premiers mois avec des analyses des statistiques, notamment celles de la criminalité et des accidents de la route.

H. M.

La 6^e rencontre régionale s'est tenue à Béjaïa

La formation par apprentissage mise en valeur

L'hôtel les Hammadites de Tichy dans la wilaya de Béjaïa a abrité la sixième conférence régionale sur la formation par apprentissage. Une rencontre organisée par le fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (FNAC). Des cadres du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et des représentants du secteur économique issus des wilayas de Béjaïa, Jijel et Skikda étaient présents. La conférence entre dans le cadre du plan d'action du département de la formation professionnelle. A travers ce rendez-vous on veut identifier et impulser les mesures propres à accroître le système d'orientation, de placement et de sélection des jeunes en apprentissage dans le tissu économique et industriel, ceci avec l'implication des entreprises de la région, la vulgarisation des nouvelles dispositions législatives

en donnant des explications et des informations sur les textes d'application en cours. Il s'agit aussi de proposer un système de contrôle et d'évaluation en matière d'apprentissage, d'améliorer et de structurer la formation théorique, technologique et complémentaire tout en mettant en place un plan de formation par apprentissage entre l'entreprise et l'établissement de formation professionnelle. Il s'agit aussi d'adapter le cadre législatif régissant l'apprentissage aux mutations socio-économiques du pays et son environnement géostratégique et situer les perspectives de développement du financement de l'apprentissage pour répondre aux besoins du secteur économique, a-t-on fait savoir. Le wali de Béjaïa qui intervenait lors de cette rencontre, a relevé l'importance de ce mode de formation peu coûteux et performant et encouragé les établissements à

aller plus vers des formations répondant aux spécificités du marché de l'emploi de la région comme il a encouragé les participants à identifier les besoins en formation des entreprises afin d'aider celles-ci à avoir une main-d'œuvre qualifiée. A ce propos, il a mis l'accent sur la nécessité de privilégier le mode de formation par apprentissage dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et du tourisme à Béjaïa qui ont besoin, dit-il, de ressources humaines qualifiées et surtout de se former sur le plan pratique. «Des secteurs dont l'essor dépend des qualifications et des performances des ressources humaines», a-t-il souligné. Plusieurs thèmes traitant de la problématique de la formation par apprentissage ont été débattus dans des ateliers en sus des conférences animées par des spécialistes.

Hocine Cherfa

Réflexion sur la formation des enseignants

Benghebrit annonce le retour des ITE

■ Le département de Benghebrit compte mettre les bouchées doubles pour la formation des enseignants à travers le retour des Instituts de technologie de l'éducation (ex-ITE) dans les 48 wilayas.

Phs. J.D. R.



Par Louiza Ait Ramdane

En effet, pour faire de nos écoles des lieux d'apprentissage crédibles et innovants, un point est souvent oublié : la pédagogie. Car c'est par la pédagogie que fonctionnent les écoles en tant qu'instances de transmission et de construction du savoir.

Afin de mieux répondre aux besoins actuels de la société, l'école algérienne nécessite actuellement une valorisation de l'acte d'enseigner. Une formation de qualité constitue la base de l'amélioration pédagogique, affirme la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit.

La ministre a rappelé, au cours d'un point de presse organisé à l'issue d'une visite de tra-

vail dans la wilaya de M'sila, qu'un travail était en cours pour récupérer les instituts de technologie de l'éducation (ex-ITE) à travers les 48 wilayas. Ces établissements, a-t-elle précisé, assureront des formations spécialisées destinées aux enseignants et aux fonctionnaires, et permettront le recyclage de ceux qui sont en poste.

La majorité des enseignants de l'Education nationale ne disposent pas de qualités pédagogiques requises pour l'enseignement. Le défaut de formation des enseignants et des instituteurs a été sérieusement pointé du doigt par les professionnels du secteur et les syndicats. Selon eux, les carences enregistrées dans la formation des enseignants sont à l'origine de 50% des cas d'échec scolaire. Ils

déplorent ainsi le recrutement sur le tas des enseignants qui bat, actuellement, son plein. Ils estiment aussi que 85% des enseignants sont sans qualification pédagogique. Le recours à des enseignants qui ne sont pas diplômés en la matière, recrutés dans le cadre des concours nationaux organisés par le ministère, a été dicté par les besoins pressants du secteur. Pallier l'urgence a contraint le ministère à recruter à tour de bras et à permettre aux autres diplômés d'intégrer par voie de concours le corps de l'enseignement. Cela s'est répercuté négativement sur la qualité de l'enseignement. Le principal couac reste la non maîtrise des instruments pédagogiques indispensables pour dispenser les cours convenablement.

L'école algérienne compte actuellement plus de 8 millions d'élèves. Leur garantir des enseignants de qualité, c'est le défi actuel de la ministre de l'Education qui se bat pour une école de qualité qui formera les bâtisseurs de l'Algérie de demain.

D'autre part, Benghebrit, faisant part du «maintien» du processus de concertation avec les partenaires sociaux du secteur, a souligné que le ministère entamera, à partir du 17 octobre prochain, des rencontres bipartites avec les syndicats de l'Education. Elle a également soutenu, à ce propos, que le secteur «n'a pas connu de gel des projets» mais seulement un «ajournement et une priorisation».

L. A. R.

«Aucune perturbation dans le fonctionnement de l'usine»

Incendie à l'ENIE de Sidi Bel-Abbès

Le P-DG de la filiale Elec-El Djazaïr du Groupe ENIE a assuré, vendredi, que l'usine d'intégration électronique de Sidi Bel-Abbès, endommagée par un incendie, ne connaîtra aucune perturbation dans son fonctionnement. «Il n'y aura pas de perturbation dans le fonctionnement de l'usine d'intégration électronique, endommagée par un incendie qui s'est déclaré jeudi en fin d'après-midi», a assuré Djamel Bekkara, dans une déclaration à l'APS. Il a indiqué que l'incendie s'est d'abord déclaré dans un hangar de stockage renfermant des produits morts et des produits inflammables avant de se propager pour toucher l'usine d'intégration électronique, jouxtant le lieu du sinistre. «La chaîne de production n'a pas été affectée et selon nos pre-

mières constatations, des équipements sont récupérables et des salles blanches ont été partiellement endommagées. Ceci n'influera nullement sur son fonctionnement», a encore ajouté le P-DG de cette filiale du groupe ENIE. L'usine d'intégration électronique a été mise en service en février 2015. Elle produit des cartes-mères destinées à la fabrication des différents produits électroniques. L'usine a nécessité un investissement de l'ordre de 1,2 milliard DA et emploie 380 travailleurs. L'incendie s'est déclaré jeudi en fin d'après-midi. Les services de la Protection civile, appuyés par d'importants moyens matériels, ont lutté de longues heures contre les flammes avant de maîtriser la situation vendredi, aux environs de 2 heures du matin. Sept

agents de l'usine ont été pris en charge après avoir été incommodés par les fumées. Leur état n'a pas été jugé inquiétant. Dès l'annonce du sinistre, les autorités locales, à leur tête le wali de Sidi Bel-Abbès, se sont déplacées sur les lieux pour suivre l'opération d'intervention des agents de la Protection civile. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes exactes du sinistre. Aucune information n'a été fournie sur l'ampleur des dégâts.

120 commerces endommagés par un incendie à Saïda

Un important incendie qui s'est déclenché dans la nuit de jeudi à vendredi, au marché «La Marine» de Saïda, a endommagé

120 commerces et détruit une quantité importante de marchandises, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Sitôt l'alerte donnée, les pompiers se sont rendus sur place pour circonscrire l'incendie et éviter sa propagation. Ils ont également porté secours à six personnes incommodées par les fumées. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital Ahmed Medeghri pour recevoir les soins appropriés. Les services de la Protection civile ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels pour lutter contre l'incendie, éteint après trois heures de lutte acharnée. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de l'incendie, ajoute-t-on de même source.

Salem K./APS

Bousculade de Mina (La Mecque) Trois nouveaux décès enregistrés parmi les hadjis algériens

Trois nouveaux décès ont été enregistrés parmi les hadjis algériens suite à la bousculade survenue à Mina (près de La Mecque), portant ainsi le nombre d'Algériens décédés lors de cet accident à vingt-huit, a indiqué, jeudi, le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Il s'agit de Ghazala Zohra, née le 1^{er} janvier 1953 à Constantine, Merazza Zine, né le 14 avril 1962 à Guelma et de Bakhti Ahmed, né le 5 août 1957 à Oued Assabah, wilaya de Ain Témouchent. Ces nouvelles victimes portent le nombre de décès à 28, alors que dix-huit autres hadjis sont encore hospitalisés, a précisé le ministère. «La cellule de crise du MAE, en coordination avec celle du ministère des Affaires religieuses et des Waqfs, continue à suivre l'évolution de la situation de nos hadjis aux Lieux saints, en contact permanent avec l'ensemble des équipes de la mission sur place et le Consul général», conclut le communiqué du MAE.

Hani Y.

Inondations Décrue de l'oued Mekerra après les dernières pluies

L'OUED MEKERRA a commencé progressivement sa décrue, notamment au niveau de Sidi Lahcène (5 km à l'ouest de la ville de Sidi Bel-Abbès), après les fortes pluies enregistrées dans la soirée de jeudi à vendredi derniers, a-t-on appris vendredi auprès du responsable local de l'Office national de l'assainissement (ONA). «L'oued Mekerra a atteint son niveau maximal avant de déborder après les fortes pluies enregistrées dans la soirée de mercredi à jeudi à travers la wilaya, notamment à Sidi Lahcène, à hauteur du chantier de la voie ferrée reliant Oued Tlélat-Tlemcen, avant sa décrue progressive», a déclaré à l'APS, M^{me} Nejet Marref, directrice de l'unité de Sidi Bel-Abbès de l'ONA. La responsable a indiqué que de gros moyens ont été mobilisés par les services de l'Office pour désengorger les deux ponts de Sidi Lahcène et enlever des arbres déracinés et autres déchets charriés par les eaux en furie. Le débit des crues a atteint 120 m³ par seconde, selon la même source qui a fait observer que le barrage de Tabia, situé à 23 km du chef-lieu de wilaya, a atteint un niveau important en eaux avant qu'elles ne soient évacuées via un canal de régulation. L'opération de désengorgement a été effectuée, à la fois au niveau du pont, situé sur la route reliant Sidi Lahcène à Ain Témouchent, le deuxième pont est situé à l'intérieur du tissu urbain, a ajouté la même source. Le canal ceinture la ville de Sidi Bel-Abbès sur un rayon de 13,5 km. Il commence à Sidi Lahcène et rejoint oued Mekerra au niveau de la cité Boumelik, à Sidi Bel-Abbès, a-t-on précisé de même source.

Slim O.

Ghardaïa

Récolte de maïs attendue de près de 750 000 quintaux

■ Une récolte de maïs avoisinant les 750 000 quintaux est attendue pour la campagne de maïsiculture automnale, a-t-on appris auprès du directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya.

Par Samia L./APS

Cette culture de maïs, concentrée dans les localités de Hassi Lefhal, Hassi El-Gara et El-Menea (sud de la wilaya), riches en ressources hydriques et où une superficie cumulée de 2 300 hectares irriguée «sous pivot» lui a été consacrée, augure d'un résultat «probant», au vu du comportement de cette plante céréalière, cultivée en assolement après la moisson du blé au début du mois de juillet dernier, a précisé Ali Bendjoudi.

Sur cette superficie emblavée en maïs, plus de 1 770 ha ont été consacrés au maïs ensilage, cultivé en dérobé après les céréales et dont la durée du cycle varie entre deux et trois mois, a expliqué le responsable, ajoutant que cette récolte de maïs ensilage est

fachée, hachée et tassée mécaniquement dans des sacs hermétiquement fermés, et est destinée à l'alimentation du bétail.

La récolte prévisionnelle du maïs ensilage est estimée à près de 710 000 quintaux, alors que la récolte de maïs en grains, sur une superficie de 530 hectares peut atteindre près de 40 000 quintaux. Cette récolte prévisionnelle de maïs ensilage, aliment de base pour la production de lait, est destinée en premier lieu à satisfaire la demande croissante en fourrages pour le cheptel laitier de la wilaya de Ghardaïa, estimé à plus de 3 200 têtes bovines, ainsi que de wilayas voisines.

Une production globale estimée à 200 000 quintaux de maïs avait été engrangée dans la wilaya de Ghardaïa la saison écoulée, sur une superficie emblavée sous-pivot de 2 085



Ph. > D. R.

hectares. La première expérience pilote de maïsiculture dans la région de Ghardaïa a été effectuée en 2011 sur une surface de 100 hectares, avant d'être étendue dans le cadre de la nouvelle politique agricole destinée à réduire les importations et élargir la gamme de production de céréales.

Considéré comme principal intrant dans la fabrication d'aliments de bétail et de volaille, les besoins de l'Algérie en ce produit (maïs) sont dépendants exclusi-

vement du marché international dont les cours ne cessent d'augmenter fortement et se répercutent sur les prix des productions animales (viandes, lait, œufs), indique-t-on.

Dans cette perspective, de nombreux spécialistes préconisent l'utilisation des eaux épurées des stations de lagunage de Ghardaïa, El-Menea, Berriane et Guerrara, pour l'irrigation de cette culture de maïs destinée uniquement à l'alimentation du bétail et de volaille.

S. L./APS

Fichier national de l'état civil

Raccordement fin octobre de 8 annexes communales à Ouargla

Huit annexes relevant de la commune de Ouargla seront raccordées au fichier national de l'état civil à la fin du mois d'octobre courant, a-t-on appris hier, des services de la commune.

L'opération va toucher les annexes communales dans les quartiers de Beni-Thour, El-Ksar, «24 Février» (ex- la Silice), Boughoufala, Sidi-Amrane (Mekhadma), Bouamer, Bamendil et Said-Otba, a-t-on précisé.

Elle devra ensuite toucher, dans les prochains mois, les annexes de Bour El-Haicha et Haï Ennasr, dont le siège sera réceptionné avant la fin de l'année en cours, échéance à laquelle seront raccordées l'ensemble des annexes communales au réseau de fibre optique, selon la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan national de modernisation et de numérisation des services administratifs destinés aux

citoyens et devra permettre d'alléger d'une manière significative la tension sur les guichets du chef-lieu de wilaya et faire gagner du temps, notamment pour les personnes nées hors wilaya.

Lors de cette opération, il sera procédé à la remise des actes de naissance S-12, des actes de décès et les actes de mariage demandés pour la constitution du passeport biométrique.

A.M./agences

Batna

La ville plongée dans l'ambiance du 6^e marathon d'Imedghassen

Le «village du marathon», aménagé sur la grande place du théâtre au cœur de Batna à l'occasion du départ samedi du 6^e marathon d'Imedghassen, a plongé la ville dans l'ambiance particulière de ce rendez-vous sportif dont la popularité s'affirme chaque année.

De nombreux batnéens continuaient d'affluer, jeudi, malgré un temps plutôt grisâtre et quelques gouttes de pluie, vers les chapiteaux dressés pour constituer ce village que l'association des «Amis d'Imedghassen», initiatrice de la manifestation, met à profit pour expliquer au public le but recherché à travers l'organisation de cette course dont l'arrivée est prévue au pied du mausolée d'Imedghassen.

Le marathon, au-delà de son aspect sportif, comme l'a expliqué le président de l'association des «Amis d'Imedghassen», Azzedine Guerfi, est destiné à faire la promotion du mausolée qui date de l'époque préromaine

et à sensibiliser les citoyens à la nécessité de sa préservation en tant que témoin de la richesse de l'histoire de l'Algérie.

Les petits chapiteaux contiennent, entre autres, des expositions dédiées à l'artisanat traditionnel des Aurès, des photographies prises par des enfants dans le cadre du concours «ton œil sur

ton patrimoine» qui avait vu la participation de 6 wilayas, en plus de la présentation des associations locales qui consacrent leurs activités à la protection et à la préservation du riche patrimoine historique et archéologique de la région. La scène mobile du théâtre régional de Batna est également mise à contribution dans

le cadre de ce village du marathon pour l'organisation de spectacles.

Le coup d'envoi du 6^e marathon d'Imedghassen sera donné aujourd'hui, devant le complexe sportif du 1^{er}-Novembre de Batna. Plus de 1 000 coureurs venus de 11 wilayas y sont attendus

Salim L./APS

In-Salah

Trois stades revêtus d'une pelouse synthétique

Une opération de revêtement en gazon synthétique de trois stades de football est en cours de réalisation dans la circonscription administrative d'In-Salah (wilaya de Tamanrasset), a-t-on appris du délégué local du secteur de la jeunesse et des sports. L'opération, pour laquelle a été consentie une enveloppe de 36 millions DA, touche les stades de football des complexes sportifs des communes d'In-Salah, In-Ghar et Foggaret-Ezzoua, et vise l'amélioration de l'état, actuellement dégradé, de leurs terrains, a précisé Ahmed Bakadir. Elle sera accompagnée de l'éclairage des terrains et des vestiaires, selon le responsable qui signale aussi la peinture et la pose de carreaux pour le terrain de la

salle couverte du complexe sportif d'In-Salah, en vue de permettre aux jeunes de pratiquer des sports d'arts martiaux, gymnastique, aérobic et autres jeux individuels. Le secteur de la jeunesse et des sports s'est vu également accorder des opérations d'aménagement, en cours, de deux terrains de proximité aux quartiers El-Kasba et Moulay Hiba, et la réhabilitation du stade du quartier Silafane dans la commune de Foggaret Ezzoua. Le délégué du secteur pour la circonscription administrative d'In-Salah a estimé que ces nouvelles installations devront donner une impulsion à la pratique sportive et de créer des espaces sportifs appropriés, à la satisfaction des jeunes de la région.

R.R.

Ain Témouchent Près de 11 000 habitations rurales réalisées en dix ans

PAS MOINS de 10 922 habitations rurales sur un programme de 14 684 aides attribuées à la wilaya d'Ain Témouchent ont été réalisées durant les dix dernières années, a-t-on appris du directeur du logement.

Présentant un rapport sur la situation de ce secteur devant l'Assemblée populaire de wilaya (APW) à l'occasion de la session d'automne, Belmadani Khatir a indiqué que, lors des deux derniers programmes quinquennaux, la wilaya a réalisé 10 922 logements ruraux dont 4 802 entre 2005 et 2009, et 6 120 entre 2010 et 2014 pour des programmes respectifs de 5 000 et 9 684 unités. Sur 3 571 habitations rurales en cours de réalisation, 198 relèvent du quinquennal 2005/2009 et 3 373 du quinquennal suivant. Les 191 logements ruraux non lancés concernent tous le dernier quinquennal, précisément les tranches 2012 (21) et la tranche complémentaire 2013 (170), a-t-il ajouté, soulignant que le mode groupé est «privilégié».

Pour sa part, la commission d'équipement, de l'aménagement urbain et du logement de l'APW a relevé un retard dans l'exécution de ce programme au titre des deux quinquennaux dans la daïra d'Ain Témouchent. La daïra de Oulhaça venant en tête de ce programme. Comptant un total de 7 242 logements, l'habitat rural groupé touche 222 sites, selon le rapporteur de la commission qui a recommandé le respect du nombre limite de logements groupés fixé à 50, d'éviter les constructions groupées en cas de rareté de terrains et la nécessité d'achever les études avant toute opération de construction.

Enfin, cette commission a demandé la fixation des délais d'études des dossiers pour chacune des administrations concernées. Tout en mettant l'accent sur l'engagement des citoyens de la wilaya pour l'habitat rural, le wali, Hamou Ahmed Touhami, a expliqué la «forte demande dans ce domaine par le caractère rural de la très grande majorité des 28 collectivités locales de la wilaya et où les citoyens préfèrent une habitation individuelle conforme à leur mode de vie, aux lieux et place de logements collectifs».

Lamine D./APS



Libye

L'ONU annonce la formation d'un gouvernement d'unité nationale

■ Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye et chef de la Mission des Nations unies d'appui dans ce pays (Manul), Bernardino Leon, a annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi la formation d'un gouvernement libyen d'unité nationale, présidé par Fayez el-Sarraj et trois vice-Premiers ministres: Ahmad Meitig, Fathi el-Mejbri et Moussa el-Koni.

Par Hani Y./APS

«A près une année d'efforts déployés dans ce processus avec plus de 150 personnalités libyennes représentant toutes les régions, le moment est enfin venu pour que nous puissions proposer la formation d'un gouvernement d'unité nationale», a déclaré M. Leon.

Selon M. Leon, les deux parties principales du dialogue politique libyen, la Chambre des représentants libyenne (Parlement de Tobrouk) et le Congrès national général (CNG) de la Libye (Parlement de Tripoli) doivent parvenir à un consensus sur la liste du conseil présidentiel d'ici à la fin de la semaine en cours.

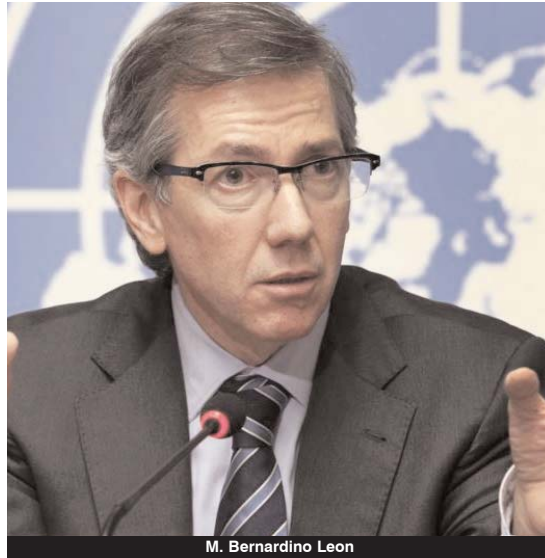
Plusieurs candidats pour les différents ministères ont été proposés ainsi que pour les postes-clés tels que le Conseil d'Etat - Abderrahmane Swehli - et le

Conseil de la Sécurité nationale - Fathi Bashagha.

«Beaucoup trop de Libyens ont perdu la vie et autant de mères en ont souffert. Aujourd'hui, près de 2,4 millions de Libyens ont besoin d'aides humanitaires», a souligné l'émissaire de la mission de l'ONU pour la Libye (MINUL).

«Nous sommes convaincus que (la composition de ce gouvernement) peut réussir (...) Les Libyens doivent saisir cette chance historique pour sauver la Libye», a ajouté Bernardino Leon.

Près de quatre ans après la chute du régime de Mouammar Kadhafi, la Libye est plongée dans le chaos avec deux Parlements - et deux gouvernements - rivaux: le CGN (Congrès général national) sous la coupe de la coalition des milices Fajr Libya basé à Tripoli et un autre siégeant à Tobrouk (Est) reconnu par la communauté internationale.



M. Bernardino Leon

La formation du nouveau gouvernement saluée

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a salué la formation du nouveau gouvernement libyen d'unité nationale, exhortant les dirigeants libyens «à ne pas gâcher cette opportunité» de remettre le pays sur la voie de la reconstruction d'un Etat. Dans un communiqué publié vendredi par son porte-parole Stéphane Dujarric, M. Ban a fait l'éloge des participants au dialogue interlibyen pour

avoir conclu un texte final d'accord politique après de larges consultations globales.

Dans ce contexte, le chef de l'ONU a exhorté les dirigeants libyens «à ne pas gâcher cette opportunité» de remettre le pays sur la voie de la reconstruction d'un Etat, indique le communiqué.

«Il est temps aujourd'hui pour les participants au dialogue politique de valider cette proposition et de signer l'Accord sans attendre», ajoute le communi-

PH: AP

qué. L'accord politique libyen, supervisé par l'ONU, a été initié en juillet par la Chambre des représentants basée à Tobrouk, accompagnée par des représentants de partis politiques, de municipalités et de groupes de la société civile, mais le CNG ne s'est pas joint à cet accord.

La MANUL a parrainé durant des mois plusieurs sessions de dialogues politiques où des projets d'accords avaient été élaborés après d'âpres négociations menées dans plusieurs pays, dont l'Algérie.

L'Algérie, fidèle à ses principes de privilégier la voie du dialogue pour le règlement de tout conflit, avait abrité plusieurs rounds de pourparlers interlibyens sous l'égide de l'ONU, en vue d'aboutir rapidement à la mise en place d'un gouvernement libyen d'union nationale, une étape si importante dans le retour de la paix et de la sécurité dans ce pays.

Lors de son intervention à l'occasion d'une réunion de haut niveau sur la Libye, tenue récemment à New York, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel avait réaffirmé la nécessité de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale en Libye doté de larges prérogatives pour assumer la transition dans ce pays.

H. Y./APS

18^e session du Comité de suivi algéro-tunisien

Volonté de hisser les relations bilatérales

La 18^e session du Comité de suivi algéro-tunisien traduit la volonté du président, Abdelaziz Bouteflika et de son homologue tunisien Béji Caid Essebsi de hisser les relations bilatérales aux plus hauts niveaux, a affirmé jeudi à Tunis le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel.

Cette session s'inscrit dans le cadre de la préparation de la Grande commission mixte prévue à Alger les 25 et 26 octobre sous la co-présidence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal et du Chef du gouvernement tunisien, Habib Essid, a indiqué M. Messahel.

Le ministre s'est félicité de la mobilisation des moyens communs pour faire face aux défis sécuritaires liés à l'escalade des actes terroristes, au crime organisé, au trafic d'armes et à l'immigration clandestine, précisant que ces fléaux «ciblent la stabilité de notre région et exigent une approche unifiée pour définir les voies à même de faire face à ces défis».

M. Messahel a, dans ce sens, salué «les résultats considérables» de la coopération sécuritaire bilatérale visant à faire face aux groupes terroristes.

S'agissant de la coopération politique, le ministre a souligné la nécessité de poursuivre la concertation et la coordination entre les dirigeants des deux pays concernant les questions d'intérêts com-

muns, notamment l'appui au processus de dialogue politique libyen parrainé par l'ONU pour former un gouvernement d'union nationale qui aura à gérer le période de transition et l'édification d'institutions constitutionnelles.

Concernant la coopération sectorielle, le ministre a indiqué qu'elle avait connu «la même dynamique», à travers la réunion de 10 commissions depuis la 19^e session de la haute commission mixte, saluant dans ce contexte les résultats enregistrés dans le domaine de l'énergie grâce aux réalisations de la société algéro-tunisienne «Numid» dans le domaine de l'exploration, la prospection et le renouvellement des contrats d'exportation du gaz de pétrole liquéfié (GPL), du gaz naturel et la mise en service de l'électrification entre les deux pays.

Le ministre a exprimé sa satisfaction quant aux réalisations accomplies dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment dans les domaines des transports, des travaux publics et de l'industrie, appelant à l'aplanissement des entraves auxquelles font face les opérateurs économiques des deux pays pour concrétiser des projets communs.

De son côté, le secrétaire d'Etat tunisien chargé des Affaires arabes et africaines, Touhami Labidi a affirmé la disponibilité de son pays à poursuivre le travail et la coopération avec l'Algérie afin de

«réaliser un partenariat économique et commercial réel», en soulignant la nécessité de «déployer davantage d'efforts communs pour parvenir à définir les moyens à même de tirer profit des potentialités importantes de la coopération que les deux pays recèlent».

Il a réaffirmé que la Tunisie accordait «un intérêt particulier aux citoyens des deux pays et à l'amélioration de leur situation en Tunisie et en Algérie».

Messahel signe le procès-verbal de la réunion

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel a signé jeudi à Tunis avec le secrétaire d'Etat tunisien chargé des Affaires arabes et africaines, Touhami Abdouli le procès-verbal de la réunion de la 18^e session du comité de suivi de la coopération entre les deux pays.

Le procès-verbal de la réunion comprend 15 projets de conventions et deux mémorandums qui seront soumis à la haute commission mixte qui se tiendra les 25 et 26 octobre à Alger.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de la cérémonie de signature, M. Messahel a mis en avant «la grande transparence» qui empreint les relations de coopération établies entre les deux pays,

soulignant que la rencontre a permis «une évaluation exhaustive de la coopération en vue de renforcer le partenariat entre les deux pays et examiner plusieurs dossiers, dont l'industrie, l'enseignement supérieur et les questions consulaires».

La rencontre a également porté sur le terrorisme et l'avenir de la région, a ajouté le ministre, relevant «une convergence» de vues entre les deux pays autour des défis à relever. Il a, en outre, souligné la nécessité de renforcer la coordination et l'échange d'informations sur le terrorisme.

M. Messahel a souhaité la formation d'un gouvernement d'union nationale en Libye qui a besoin, selon lui, de retrouver la stabilité.

M. Abdouli a pour sa part, salué l'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme, exprimant le vœu de son pays de bénéficier de cette «expérience pionnière».

Après avoir souligné que la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre ce phénomène a atteint «un bon niveau», le responsable tunisien s'est dit «satisfait» de «la dynamique» insufflée à la coopération bilatérale dans divers domaines, notamment sécuritaire, militaire, des ressources humaines, du transport aérien et de l'énergie.

Mondji Y.

Un juif poignarde quatre Palestiniens et Arabes israéliens, l'animosité grandit

■ Un juif a poignardé hier dans le sud d'Israël deux Palestiniens et deux Arabes israéliens, dans le premier acte de représailles contre une vague d'agressions au couteau de Palestiniens visant juifs ou Israéliens dans un climat d'animosité grandissante.

Par Ali O.

Peu après, un adolescent juif a été légèrement blessé à l'arme blanche à Jérusalem, selon la police qui a arrêté un suspect palestinien. A Dimona, dans le sud d'Israël, un juif de 17 ans a blessé au couteau deux Palestiniens légèrement, et plus sérieusement deux Arabes israéliens vivant près de cette ville, a dit la police. Le jeune homme, connu de la police, a été arrêté et a dit aux policiers s'en être pris aux quatre hommes parce que «*tous les Arabes sont des terroristes*», a rapporté la porte-parole de la police, Luba Samri. Le Premier ministre israélien



Benjamin Netanyahu a condamné «*fermement*» cette attaque contre des personnes innocentes, ont indiqué ses services. Cette agression survient sur fond d'hostilité ranimée chez un certain nombre d'Israéliens radicaux envers les Palestiniens et les Arabes israéliens. Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres en 1948 à la création d'Israël. Ils ont la citoyenneté israélienne et représentent 17,5% de la population israélienne. Des dizaines de milliers de

Palestiniens travaillent par ailleurs en Israël, notamment sur les chantiers. L'importante communauté arabe israélienne a commencé à se mobiliser en faveur des Palestiniens ces derniers jours alors que la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël, et Jérusalem-Est, partie palestinienne de Jérusalem annexée par Israël, étaient en proie à une escalade des violences. Depuis le 3 octobre, neuf attaques à l'arme blanche, principalement de la part de jeunes Palestiniens, ont fait deux morts et treize blessés israéliens ou juifs. Quatre des assaillants présumés ont été tués. Quelques centaines de juifs ont manifesté jeudi soir à Jérusalem en scandant «*mort aux Arabes*» et «*pas d'Arabes, pas d'attentats*», a constaté un journaliste de l'AFP. Incités par l'organisation radicale Lehava et un groupe de suppor-

teurs ultra du club de football de Beitar Jerusalem, ils ont tenté une incursion depuis le quartier juif de la Vieille ville vers la partie musulmane, mais ont été stoppés par les policiers. La police a de nouveau dû s'interposer hier matin dans la Vieille ville pour empêcher de graves affrontements quand quelques dizaines d'hommes portant la kippa et de femmes drapées dans le drapeau israélien ont traversé le quartier musulman pour se rendre au mur des Lamentations dans la partie juive, sous le regard des commerçants palestiniens qui scandaient «*Allah Akbar*» (Dieu est le plus grand). Les insultes ont fusé, les policiers ont retenu les Palestiniens énervés par les bras d'honneur venus du petit défilé. Jeudi soir, des Arabes israéliens avaient manifesté en nombre à Nazareth, dans le nord d'Israël, pour exprimer leur soutien aux

Palestiniens. Comme d'autres rassemblements les jours précédents, celui-ci a donné lieu à des heurts avec la police israélienne qui a fait état de 16 arrestations. La Vieille ville, l'un des foyers des tensions récentes avec l'expansion des Mosquées qui la surplombe, était en état d'alerte hier en prévision de la grande prière hebdomadaire musulmane. La police a, comme elle le fait régulièrement dans de telles conditions, interdit l'accès à l'espionnage aux hommes de moins de 45 ans, après avoir annoncé dans un premier temps 50 ans. Cette disposition, censée réduire le risque de violences, suscite la colère de nombreux Palestiniens qui la considèrent comme un empiètement israélien supplémentaire sur le site, troisième lieu saint de l'Islam. La police a annoncé des renforts dans et autour de la Vieille ville. L'armée israélienne se préparait elle aussi à des affrontements après la prière hebdomadaire en Cisjordanie, secouée depuis plusieurs jours par des heurts quotidiens. Depuis le 1er octobre, date du meurtre de deux colons en Cisjordanie, les violences ont tué quatre Israéliens et sept Palestiniens dont quatre assaillants présumés, suscitant les comparaisons avec les intifadas de 1987 et 2000. Les Palestiniens, souvent des jeunes, laissent exploser leur colère contre des décennies d'occupation. Les confrontations entre lanceurs de pierres palestiniens et soldats ou policiers israéliens se multiplient ainsi que les représailles mutuelles entre Palestiniens et colons en Cisjordanie. M. Netanyahu a proclamé jeudi sa volonté de réagir avec «*détermination*» face à ce qu'il a appelé une «*vague de terrorisme*». Il s'est aussi employé à ne pas mettre d'huile sur le feu, disant qu'il n'y avait pas de «*solution magique*». A. O.



Points chauds

Excuses

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait tout juste deux semaines que l'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy, Nadine Morano, parlait dans une émission télévisée sur France 2 de la prédominance de la «*race blanche*» en France et de la polémique qui en a suivi n'arrive pas à s'éteindre toujours ravivée par de nouveaux commentaires et de nouvelles sorties des principaux protagonistes. Ainsi, après finalement avoir été évincée de la liste électorale en Meurthe-et-Moselle pour le prochain scrutin régional de décembre, Morano qui pourtant refusait catégoriquement de le faire, a fini par présenté ses «*excuses*» aux «*Français (qui) ont été blessés*» par ses propos au cours du journal télévisé de 20h sur TF1. L'eurodéputée a toutefois insisté à assurer que Nicolas Sarkozy avait commis une «*faute politique majeure*» de «*ne pas laisser vivre le débat*». «*Ce n'est pas en voulant gommer les mots qu'on apporte des solutions aux problèmes des Français (...)* A force de nier ce que nous sommes, nous n'arrivons pas à organiser le vivre ensemble», a ajouté l'eurodéputée, qui revendique le «*parler vrai*» et sa «*sincérité*». «*Les Français ne supportent plus cette espèce de bien-pensance qui consiste à nier ce que nous sommes et à ne pas apporter de solutions*», a dénoncé l'ancienne protégée de Nicolas Sarkozy. A l'appui de cela, l'ancienne ministre déléguée à l'Apprentissage a dit recevoir «*des milliers de mails*» de soutien. Répétant sa candidature à la primaire de la droite pour la présidentielle 2017, qui se tiendra en novembre 2016, elle a indiqué : «*Beaucoup de militants me rejoignent au Rassemblement pour le peuple de France que j'ai créé*». Alors qu'on lui demandait si elle avait le sentiment de faire «*honte*» à son ancien mentor, elle a répondu : «*Je n'ai fait l'objet d'aucune plainte, mes propos ne sont pas sortis du cadre légal. Je ne suis ni mise en examen ni condamnée. Contrairement à certaines personnes, pardon de le dire, j'ai exercé mes mandats dans la probité*», a-t-elle taclé. Reste à savoir si les militants et les sympathisants de droite seront séduits par le franc-parler de Morano qui contraste avec l'extrême prudence oratoire des autres candidats à la primaire de la droite et du centre qui veulent séduire les électeurs du centre en délaissant, semble-t-il, l'électorat qui se sent plus proche des idées du FN mais qui n'ose pas, encore, franchir le pas et voter pour Marine Le Pen. F. M.

Burkina

Trois gendarmes et un civil tués lors d'une attaque près de la frontière malienne

Trois gendarmes et un assaillant ont été tués hier lors d'une attaque lancée par une cinquantaine d'hommes armés contre la gendarmerie de Samorogouan, dans l'ouest du Burkina, près de la frontière malienne, a annoncé le ministère de la Défense burkinabé.

Selon des sources sécuritaires concordantes, un civil a en outre été égorgé et un gendarme enlevé.

Il s'agit d'une attaque de jihadistes, a-t-on ajouté de source sécuritaire à Ouagadougou. Le matin du 9 octobre, aux environs de 04h00 (locale et GMT), une cinquantaine d'hommes armés non encore identifiés venant des frontières ouest du Burkina ont attaqué la brigade de gendarmerie de Samorogouan, a rapporté un communiqué signé du chef d'état-major, le général Pingnoma Zagré, parvenu à l'AFP.

Cette attaque a causé la mort d'un assaillant et malheureusement celle de trois de nos gendarmes, a-t-il ajouté.

Selon une source locale, les assaillants ont attaqué les bâtiments publics de Samorogouan jeudi et ont été chassés par les gendarmes qui avaient alors récupéré 7 motos.

Le lendemain, les gendarmes ont été attaqués par ces mêmes hommes armés qui étaient revenus. Selon la source locale, un assaillant et deux gendarmes ont alors été tués. Un autre gendarme a perdu la vie lors de la poursuite tandis qu'un autre était aussi enlevé.

Samorogouan se trouve à environ 400 km au nord-ouest de Ouagadougou, 45 km au nord de la ville burkinabé d'Orodara, à une trentaine de kilomètres de la frontière malienne et quelque 150 km au nord de la Côte d'Ivoire.

Le général Zagré tient à rassurer les populations que des mesures sont prises pour renforcer leur protection et leur sécurité.

Il appelle à la vigilance de tous et leur demande de signaler aux forces de l'ordre tout individu, groupe d'individus, mouvement ou cas suspect sur tout le territoire national, selon le communiqué.

Des renforts de gendarmerie ont été envoyés dans la zone, a-t-on appris de source sécuritaire.

Cette attaque survient alors que le pays a été ébranlé le mois dernier par un coup d'État militaire avorté. Une partie des troupes avait quitté la province pour Ouagadougou où les soldats restés fidèles aux autorités de transition ont fait pression sur les putschistes. Leur caserne dans la capitale a été attaquée par l'armée loyaliste le 29 septembre.



Journée d'étude aujourd'hui à Tizi Ouzou

L'œuvre de Saïd Boulifa revisitée

■ Une journée d'étude sur l'œuvre de Si Amar Ou Saïd Boulifa, linguiste, historien et sociologue originaire de Kabylie, est organisée aujourd'hui à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. Placée sous le thème «Boulifa, précurseur de la recherche anthropologique et linguistique sur sa société», cette journée sera marquée par des conférences animées par Saïd Chemakh, docteur en linguistique berbère, Salem Chaker, Docteur en lettres, spécialiste de linguistique berbère, et Hacène Halouane, Docteur en lettres françaises.

Par Abla Selles

Une journée d'étude sur l'œuvre de Saïd Boulifa est organisée aujourd'hui à Tizi Ouzou. Placée sous le thème «Boulifa, précurseur de la recherche anthropologique et linguistique sur sa société», cette journée sera marquée par des conférences animées par trois grands chercheurs universitaires, dont Saïd Chemakh, Docteur en linguistique berbère qui traitera de «l'œuvre de Boulifa : histoire, poésie et enseignement», Salem Chaker, Docteur en lettres, spécialiste de linguistique berbère, qui donnera une communication sous le thème «Boulifa, le précurseur des études berbères», et Hacène Halouane, Docteur en lettres françaises, qui animera une conférence intitulée «Boulifa, précurseur de la cause amazighe», ajoute le même document.

Younes Boulifa, petit neveu de Saïd Boulifa, sera également présent à cette journée d'étude pour apporter un témoignage sur son grand oncle. Parallèlement à ces communications, il est prévu une exposition sur la vie et l'œuvre de Si Amar Ou Saïd Boulifa, élaborée par l'Association culturelle «Issegh» de Souamaa, et la réalisation d'un portrait du savant par l'Ecole régionale des beaux-arts



d'Azazga, a-t-on ajouté. Cette rencontre sera clôturée par un déplacement vers la maison, où Saïd Boulifa a vu le jour en 1860.

Si Amar Ou Saïd Boulifa a entamé ses études en 1875, à Tamazirt, dans la première école ouverte en Kabylie. Vers 1890, il décroche le diplôme d'Instituteur après une formation à l'Ecole normale de Bouzareah (Alger), il

suivra également des études en linguistique, sociologie et histoire au niveau de la Faculté des lettres d'Alger.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages d'une grande valeur historique, entre autres, «Une première année de langue kabyle (dialecte Zouaoua)» destiné à l'usage des candidats à la prime

et au brevet de kabyle, (Alger 1897), suivis de «Méthode de langue kabyle (cours de deuxième année)», (Alger 1913). Il a également écrit «Recueil de poésies kabyles, texte Zouaoua traduit, annoté et précédé d'une étude sur la femme kabyle et d'une notice sur le chant kabyle (airs de musique)», Alger 1904, «L'Inscription d'Igha», (in Revue archéologique juillet-décembre

1909), «Le Djurdjura à travers l'histoire depuis l'Antiquité jusqu'en 1830 : organisation et indépendance des Zouaoua (Grande Kabylie)», (Alger 1925), et «Mémoire sur l'enseignement des indigènes de l'Algérie», (in Bulletin de l'enseignement des indigènes, Alger, Jourdan, 1897).

Il est aussi un des premiers Algériens à élaborer des méthodes d'enseignement de la langue berbère. Deux siècles après, ce qui est sauvegardé de ses œuvres est toujours d'actualité pour les linguistes et les pédagogues. A.S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Asselah-Hocine
Jusqu'au 22 octobre :
Exposition «Le Villageois» de l'artiste peintre Rabah Boufloura

Carrefour des Artistes (Tahtahat el Fananin)
Jusqu'au 15 octobre :
Soirées chaabi animées par une pléiade d'artistes professionnels.

Palais de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa de Constantine
Jusqu'au 10 octobre :
«Les arts visuels», exposition collective des artistes de l'Est.
Jusqu'au 12 novembre :
Exposition collective intitulée «Al aswat al naouba».

Palais de la culture Malek-Haddad, Constantine
Jusqu'au 10 octobre :
Exposition «Douleur» (peinture et sculpture) des artistes Moulay Taleb Abdellah et Benazouz Nouredine.
Jusqu'au 10 octobre :
Exposition sur «Le chant spirituel constantinois».

Centre Culturel Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne
Samedi 10 octobre à 19h :
L'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantes d'Alger, en collaboration avec la Radio algérienne, organisent un concert du Quintet de saxophones du conservatoire de Séville. Accès sur invitation. Les invitations sont disponibles à la réception de l'Institut Cervantes d'Alger (9, rue Khelifa- Boukhalifa, Alger).
Samedi 10 et dimanche 11 octobre :
7^e édition de Alhan wa chabab par la Télévision algérienne.

Maison de la Culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou
Samedi 10 octobre :
Journée d'étude autour de Boulifa.
Samedi 10 et dimanche 11 octobre :
7^e édition de Alhan wa chabab par la Télévision algérienne.

Colloque scientifique sur le savant soufi Yahia Zwawi

Retour sur la dimension spirituelle et humaine du savant

Le parcours et la vie du savant Soufi Sidi-Yahia Zwawi ont été évoqués lors d'un colloque ouvert mercredi à Béjaïa en présence d'un large panel d'universitaires et de chercheurs, regroupés pour jeter un nouveau regard sur la dimension religieuse, spirituelle, sociale et humaine de cette personnalité.

Natif du village des Beni-Aïssi, en grande Kabylie, Yahia Zwawi faisait partie du cercle immédiat des «princes de la science» du moyen âge qui ont fait de Béjaïa un carrefour de civilisations de premier ordre.

Il était, en effet, contemporain de Sidi-Boumediene avec qui il a «entretenu des rapports spécifiques», de Abdelhak El Ishbili et de Abdelhamid El Massili, a souligné le

professeur Djamil Aissani, spécialiste en recherches historiographiques et président de la société savante Gehimab.

Yahia Zwawi est un «moment glorieux de Béjaïa, marqué par un dynamisme intellectuel des plus vifs et des plus renommés» du monde musulman. L'illustre métaphysicien, Ibn Arabi, de passage alors dans la région en fut subjugué, résumant celui-ci à une grande vision, a signalé le même chercheur.

«Une nuit, je me vis en conjonction avec toutes les étoiles du ciel, j'étais uni à chacune d'elle avec une grande joie spirituelle», a-t-il rapporté alors dans son non moins illustre œuvre «Futuhat».

Et c'est dans cette ambiance intellectuelle riche qu'a baigné Yahia Zwawi. Il a fait

partie de l'école de la qalaa des Beni-Hammad, se spécialisant dans le Fiq'h (jurisprudence en Islam) et les diverses sciences avant de s'initier au mysticisme au Moyen-Orient.

De retour à Béjaïa, il a occupé une chaire d'enseignant à la grande mosquée de la ville «Masdjid el Aadham», y assurant des cours de Fiq'h, les hadiths et les usuls et tenait des madjalis sur les causeries (Ulum Al Tdhakir) dans plusieurs régions de la wilaya, notamment à l'oratoire de Mellala, à la sortie ouest de Béjaïa, rendu célèbre par Abderahmane Ibn Tumert, qui y a planifié alors la conquête de l'Andalousie, a ajouté le professeur Aissani.

M.K.

Littérature

Le prix Nobel attribué à Svetlana Aleksievitch

Le prix Nobel de littérature 2015 a été attribué jeudi à la journaliste et écrivain biélorusse Svetlana Aleksievitch, auteur notamment de «La Supplication - Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse», a annoncé l'Académie suédoise. Le prix récompense la romancière

pour «ses écrits polyphoniques, un monument à la souffrance et au courage de notre époque», précise le communiqué de l'Académie.

Agée de 67 ans, Svetlana Aleksievitch, née le 31 mai 1948 en Ukraine d'un père biélorusse et d'une mère ukrainienne, a fait

des études de journalisme à Minsk. Pratiquant divers genres, Aleksievitch a produit une œuvre qui fut influencée par les récits de guerre à l'instar de son premier ouvrage «La guerre n'a pas un visage de femme» (1985) basé sur des entretiens avec des centaines de femmes ayant par-

ticipé au Seconde conflit mondial. Son œuvre la plus remarquable et la plus primée demeure «La Supplication» parue en 1997 qui a pour sujet la catastrophe nucléaire de Tchernobyl et ses conséquences. Elle est la 14^e femme à recevoir le Nobel de littérature. R.I.

Coup-franc direct



On préfère la médiocrité !

Par Mahfoud M.

Les dirigeants de l'USMA auraient demandé officiellement de jouer la finale aller de la Ligue des champions d'Afrique au stade... de Bologhine. Il semble que les Rouge et Noir préfèrent la médiocrité sachant qu'il leur sera difficile de jouer et gagner au stade du 5-Juillet. En choisissant ce petit stade de Bologhine, les Usmistes vont se priver d'un grand public qui souhaite lui apporter son soutien, puisque les fans des clubs voisins veulent tous le transcender pour remporter le titre africain. Mais le stade où ils désirent évoluer ne suffira même pas aux inconditionnels de l'USMA. Qu'attendent-ils en optant pour ce stade ? Ont-ils peur d'évoluer dans un grand stade où ont-ils à ce point peur de la formation du TP Mazembé qui a pour coutume de jouer dans de grandes infrastructures ? Il est clair que cette mentalité ne peut en aucun cas faire les choses des Algériens qui doivent plutôt penser à l'avenir pour développer notre sport-roi en choisissant des grands stades plutôt que de se cantonner dans ce genre d'infrastructures qui ne favorisent pas le beau jeu. Nos clubs ne semblent pas vouloir retenir la leçon et font tout pour rester dans des mentalités archaïques. **M. M.**

Match amical

L'ES Sétif bat l'EN U23 au tournoi Aribi

DANS LE cadre du tournoi dédié au regretté Mokhtar Aribi qu'abrite le stade du 8-Mai 1945, l'ES Sétif s'est imposée hier (1-0) face à la sélection nationale des moins de 23 ans, emmenée par Pierre-André Schurmann. L'unique but de la partie a été inscrit en deuxième période d'une reprise de la tête par Korbiala consécutive à un corner. En finale l'ES Sétif affrontera l'US Chaouia

(Ligue 2), qui a écarté le CS Constantine en demi-finales (2-2, 5-4 aux TAB). La sélection olympique prépare le futur championnat d'Afrique des nations U-23, qualificatif pour les JO 2016. Lors du rendez-vous continental qu'abritera le Sénégal du 28 novembre au 12 décembre 2015, l'Algérie figurera dans le Groupe B aux côtés de la tête de série l'Egypte, le Nigeria et le Mali.

Dopage dans le sport Ould Ali sollicite la mobilisation de tous les acteurs

LE PREMIER responsable des secteurs des sports pense qu'il faut que tout le monde y mette du sien pour combattre ce dangereux fléau qui risque d'entacher le sport en Algérie. Il interpellera toutes les structures à œuvre pour mettre fin à ce phénomène. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a appelé, jeudi à Alger, tous les acteurs du sport algérien à se mobiliser pour une lutte efficace contre le dopage qui a pris de l'ampleur ces derniers temps suite à des cas avérés. «La situation doit interpellier l'ensemble des structures et parties concernées à travers l'implication, la responsabilisation et la mobilisation, y compris les médias qui jouent un rôle central de catalyseur dans le renforcement de l'éthique sportive», a déclaré Ould Ali, en ouverture d'une journée d'étude sur le dopage organisée à la salle de conférences du stade du 5-Juillet. Des présidents et représentants de fédérations sportives nationales (au nombre de 26 sur les 41 instances fédérales), ont procédé à la

signature de la lettre d'entente du code national antidopage. «Les fédérations qui n'ont pas paraphé aujourd'hui cette lettre d'entente sont dans l'obligation de le faire et ce, dans les plus brefs délais (...) Cela signifie que les acteurs de la scène sportive s'engagent à accepter et respecter les principes du code mondial antidopage lors des compétitions nationales et internationales», a souligné le ministre. La nouvelle loi sur le sport 13-05, relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives a permis la création de la Commission nationale antidopage (CNAD) qui est une entité provisoire chargée des missions dévolues à la future Agence nationale antidopage. «La loi 13-05 a consacré pas moins de huit articles et trois dispositions pénales à la question du dopage qui ne font que traduire la volonté des pouvoirs publics d'assurer l'efficacité de la lutte contre le dopage», a rappelé le premier responsable du sport en Algérie.

Championnats arabes de lutte (seniors garçons) Quatre médailles pour l'Algérie

LA SÉLECTION algérienne de lutte (seniors garçons /gréco-romaine) a remporté quatre médailles (3 argent et 1 de bronze) à l'issue de la quatrième journée des championnats arabes de lutte, disputée à El Jadida (Maroc). Les trois médailles d'argent sont l'œuvre de Fergat Abdelkrim (59 kg), Bourmel Hichem (74 kg) et Boudjemline Adem (85 kg), alors que la médaille de bronze a été remportée par Dehri Hamid (130 kg). La journée de jeudi verra l'entrée en lice de trois lutteurs dans la lutte libre. Par ailleurs, la sélection algérienne de lutte (juniors garçons) a terminé la compétition avec un total de six médailles (4 or et 2 argent) dans les deux styles

(libre et gréco-romaine). Les quatre médailles d'or ont été l'œuvre de Lakel Fares (55 kg) et Laissaoui Amar (60 kg) en lutte libre, alors que la médaille d'argent a été remportée par Kaleb Salaheddine (50 kg). Pour ce qui est de la lutte gréco-romaine, trois médailles (2 or et 1 argent) ont été également remportées. Les deux médailles d'or sont l'œuvre de Douache Chaouki (74 kg) et Sid Azara Bachir (84 kg), alors que la médaille d'argent a été décrochée par Laouini Abdenour (60 kg). Quatorze athlètes de la sélection algérienne de lutte (juniors et seniors) prennent part aux championnats arabes de lutte à El Jadida.

Equipe nationale

Gourcuff a mené un bras de fer avec le Club Africain

Le sélectionneur de l'équipe nationale algérienne de football, le Français Christian Gourcuff, a mené un bras de fer avec la direction du Club Africain (Tunisie) qui a demandé, par l'entremise de son entraîneur Daniel Sanchez, la libération du défenseur central Belkaroui pour lui permettre de disputer le match choc face à l'Espérance de Tunis.



Gourcuff intransigent

Par Mahfoud M.

Ainsi, Gourcuff a fait valoir les droits des sélections quand il s'agit des dates-FIFA et qui permettent de garder leurs joueurs même s'il s'agit d'un match amical.

«L'entraîneur du Club Africain, Daniel Sanchez, s'est entretenu avec le sélectionneur algérien, Christian Gourcuff, concernant l'éventualité de ne pas convoquer le défenseur algérien Hichem Belkaroui, pour les deux matchs de l'Algérie, face respectivement, à la Guinée (vendredi) et le

Sénégal (13 octobre) à Alger, afin de lui permettre de jouer le match du derby contre l'Espérance Sportive de Tunis, prévu le 14 octobre», a indiqué une source proche du club et qui ajoute que le sélectionneur des Verts a prétexté qu'il aura besoin du défenseur pour les matchs à venir de la sélection algérienne. Il faut dire que cela arrive assez souvent que les clubs employeurs de certains internationaux souhaitent disposer de leurs éléments, surtout quand il s'agit de joueurs très importants dans leurs échiquiers. Mais il appartient au

sélectionneur de juger s'il peut ou non laisser partir son joueur et dans ce cas, il est pratiquement impossible d'ouvrir une brèche, car tout club fera la même chose surtout quand ils disputent des matchs très importants. Il est clair donc que Gourcuff ne souhaitait pas créer un précédent, même si au fond il se peut qu'il ne lui fasse pas confiance pour ces matchs amicaux mais comme il le dira au coach du CA, il aura besoin de ses services dans un avenir proche.

M. M.

FAF

Des internationaux décrochent leur diplôme d'entraîneurs

Plusieurs internationaux algériens, dont certains sont toujours en activité à l'instar de Rafik Halliche et Essaid Belkalem, ont pris part au premier regroupement du stage de formation pour l'obtention de la Licence CAF C organisé par la FAF à l'INFS/STS d'Ain Bénian, a indiqué l'instance fédérale. Ce stage, auquel ont pris part également d'anciens

internationaux dont Madjid Bougherra, Karim Ziani ou encore Yacine Bezzaz, s'est clôturé ce jeudi en présence de la conseillère du ministre de la Jeunesse et du Sport, Mme Fetni Mounia, et du directeur technique national de la FAF, Toufik Korichi.

Les participants à ce premier stage pour l'obtention de la

Licence CAF C, sont titulaires du diplôme 1^{er} degré.

Une délégation de la Fifa en visite de travail à Alger

Une délégation de la Fédération internationale de football (Fifa) était en visite de travail jusqu'à hier à Alger, dans le cadre de la réalisation des programmes de développement pour la Fédération algérienne de football (FAF), a indiqué l'instance fédérale. «Durant son séjour à Alger, la délégation de la Fifa visitera le Centre technique national de la FAF à Sidi-Moussa, ainsi que la Maison des Ligues», a encore précisé la même source. Conduite par le responsable du développement Fifa pour l'Afrique, Zekifi Ngoufonja, la délégation compte en son sein d'autres hauts responsables, notamment, Laila Garga et Anne Noé.

La délégation de la Fifa «tiendra une réunion de travail avec le président de la FAF, Mohamed Raouraoua», a fait savoir un communiqué de la Fédération algérienne.

USM Alger

Masmoudi nommé adjoint de Hamdi

Miloud Hamdi a été confirmé dans ses fonctions d'entraîneur en chef de l'USM Alger, un adjoint de son choix vient d'être nommé à ses côtés. Arrivé dans la peau d'un adjoint, Miloud Hamdi (44 ans) s'est imposé à l'USM Alger par ses résultats, avec une finale de Ligue des Champions en perspective et une très bonne place en championnat. La direction du club a annoncé la signature du Franco-Algérien Karim Masmoudi (28 ans) comme adjoint et préparateur physique. Ce très jeune entraîneur, passé par les divisions amateurs françaises, a travaillé cette année successivement sous les ordres de Fouad Bouali en Arabie saoudite avec l'équipe de Najran, puis avec Alain Geiger au MO Béjaïa.



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Réfugiés

L'UE durcit le ton face aux migrants économiques

L'UNION EUROPÉENNE durcit le ton face aux migrants économiques en faisant front commun jeudi sur le renvoi systématique des ces derniers vers leurs pays d'origine. «Ceux qui n'ont pas besoin d'une protection internationale doivent retourner dans leurs pays d'origine», a résumé le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, à l'origine d'une réunion des ministres de l'Intérieur qui s'est tenue dans le Grand-Duché. «Nous pouvons accepter et soutenir les gens qui ont besoin d'une protection seulement si ceux qui n'en ont pas besoin ne viennent pas ou sont renvoyés rapidement», a estimé le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizière. En 2014, seulement 39% des migrants illégaux faisant l'objet d'une obligation de quitter l'UE ont réellement quitté le territoire européen. Les Européens vont mettre en place une mesure de solidarité qui les avait profondément divisés, en transférant hier matin 20 réfugiés érythréens d'Italie en Suède, les premiers sur 160 000 qui pourront bénéficier d'un programme de répartition inédit dans l'UE

prévoyant la répartition de 160 000 réfugiés, adopté en septembre. Des Syriens, des Irakiens et des Erythréens arrivés en Italie et en Grèce pourront aussi être envoyés dans d'autres pays de l'UE selon le plan. Les ministres ont par ailleurs réaffirmé leur volonté de reprendre d'urgence la maîtrise des frontières extérieures de l'UE, apparues comme perméables au point de conduire plusieurs Etats de l'espace Schengen à rétablir des contrôles à leurs frontières nationales. «Si on ne parvient pas à rendre plus efficace le contrôle des frontières extérieures, il y a un risque énorme que Schengen ne survive pas», a lancé M. Asselborn. En ce sens, les Etats membres sont tombés d'accord pour renforcer l'agence européenne Frontex, chargée de la surveillance des frontières extérieures de l'UE. Frontex a appelé cette semaine les pays membres de l'UE à mettre à sa disposition 775 gardes-frontières supplémentaires pour «gérer la pression migratoire». La réponse devra être donnée à l'occasion d'un nouveau sommet européen à Bruxelles, les 15-16 octobre.

Kheilil T.

Akbou et Kherrata/Béjaïa

Saisie de cinq fusils de chasse

LA POLICE judiciaire de la ville d'Akbou a réussi, en coordination avec le service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, à mettre la main sur 4 armes à feu de type 4, à savoir des fusils de chasse. Cela s'est concrétisé suite à la perquisition policière du domicile d'un des deux individus. «Des cartouches et une somme de 200 000 DA ont été saisis également par les enquêteurs qui ont agi sur informations», indique la cellule de communication de la sûreté de

wilaya. Cette opération s'est soldée également sur l'arrestation de deux autres individus accusés de possession d'armes à feu sans permis. Les deux accusés ont été placés en détention provisoire. «Un autre individu a été arrêté également par la police judiciaire de Kherrata pour une affaire identique», indique-t-on encore. Il avait également en sa possession un fusil de chasse. Il a été placé en détention provisoire par le procureur du tribunal de Kherrata.

H.C.

Prix

Le Nobel de la paix au dialogue national tunisien

LE QUARTETTE d'organisations qui a conduit le dialogue national en Tunisie a été récompensé vendredi par le prix Nobel de la paix «pour sa contribution décisive à la construction d'une démocratie pluraliste à la suite de la Révolution de jasmin de 2011», a annoncé le comité Nobel norvégien hier. Le quartette a été formé l'été 2013, à un moment où le processus de démocratisation était

en danger en raison d'assassinats politiques et de vastes troubles sociaux, a souligné le comité. Composé de l'UGTT, syndicat historique en Tunisie et fer de lance pour son indépendance, du patronat (Utica), de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) et de l'Ordre des avocats, il a organisé un long et difficile «dialogue national» entre toutes les parties tunisiennes, les obligeant

à s'entendre pour sortir d'une paralysie institutionnelle. Le quartette a lancé «un processus politique alternatif, pacifique, à un moment où le pays était au bord de la guerre civile», a rappelé le comité. Il a donc été «crucial» pour permettre à la Tunisie plongée dans le chaos des Printemps arabes d'établir un système constitutionnel de gouvernement garantissant les droits fondamentaux



taux pour l'ensemble de la population», explique le comité norvégien. APS

HÔPITAL MSF BOMBARDÉ EN AFGHANISTAN



Louis

Djalou@hotmail.com

Lutte contre la contrebande

Douze contrebandiers arrêtés et des quantités de carburant saisies

■ Douze contrebandiers ont été arrêtés jeudi dans le sud du pays par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également saisi des quantités importantes de carburant et de denrées alimentaires destinées à la contrebande au niveau de différents passages frontaliers du pays, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Par Fahem L.

«D ans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6^e Région militaire), et en coordination avec les éléments des gardes-frontières, ont arrêté le 8 octobre 2015, douze contrebandiers et ont saisi deux camions, deux motos, 30,6 tonnes de denrées alimentaires, 1 000 litres de carburant, un détecteur de métaux, des téléphones portables et d'autres objets», précise la même source. D'autre part, et au niveau des secteurs opérationnels de Souk Ahras, Tébessa

et El-Tarf (5^e Région militaire), sept véhicules et 22 726 litres de carburant destinés à la contrebande ont été saisis. Par ailleurs, les éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran (2^e Région militaire) ont arrêté un narcotraffiquant à bord d'un véhicule touristique en sa possession 95 kilogrammes de kif traité, ajoute la même source.

F. L./APS

Chanteur et ancien animateur de la radio Chaîne II

Meziane Rachid n'est plus

Le chanteur, auteur compositeur et animateur de la radio Chaîne II, Meziane Rachid, est décédé hier matin des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille. Meziane Rachid qu'on surnommait l'archiviste de la radio, pour sa riche collection de disques de chansons kabyles et de photos d'artistes, est mort à l'hôpital

Parnet d'Alger. Il a été victime en 2008 d'un accident vasculaire cérébral qui l'a cloué sur une chaise roulante. Né le 27 février 1944 à La Casbah d'Alger, de parents originaires du village Ait Yahia dans la commune d'Azeffoune, Meziane Rachid de son vrai nom Mhamed Yala, fut élevé dans un milieu purement chaabi. Il avait toutefois une curio-

sité pour tous les genres musicaux. Il a à son actif un répertoire riche d'un millier de chansons aux teintes sentimentales et nostalgiques à travers lesquelles se reflète son tempérament calme, d'un homme paisible qui écoutait plus qu'il ne parlait. Il a également écrit des textes pour de grandes célébrités de la chanson tels que «Essendu» qu'il a composé pour Idir, «Akwessigh ami azizen» pour Nouara, «El mahnaw» pour Kaci Abjaoui, «Ay-ahddad N'ath yenni» pour Samy El-Djairi. Il s'était également mis à la réalisation d'émissions radiophoniques, animant plusieurs émissions à la radio chaîne II, entre autres, «Ighennayen Uzekka» avec Cherif Kheddou, «Errahva n'ssouk», «Agherval Imcherchers», «Sbah Lxir» avec Ben Mohamed et «Lkar N Tizi N Tlata». Plusieurs hommages lui avaient été rendus de son vivant, notamment par le Haut-Commissariat à l'Amazighité (HCA), la Radio et la Télévision nationales. Il sera enterré aujourd'hui au cimetière d'El Alia.

Yacine T./APS